

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi après-midi, 13 juin 2017

Direction de la police et des affaires militaires

**45 2017.RRGR.51 Motion 015-2017 Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC)
Halte à l'exploitation des enfants érythréens sur le sol suisse!**

N° de l'intervention: 015-2017
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 23.01.2017
Déposée par:
Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC)
(porte-parole)
Fuchs (Berne, UDC)
Gschwend-Pieren (Lyssach/Oberburg, UDC)
Amstutz (Schwanden-Sigriswil, UDC)
Cosignataires: 0
Urgence accordée: Non 26.01.2017
N° d'ACE: 415/2017 du 3 mai 2017
Direction: Direction de la police et
des affaires militaires

Halte à l'exploitation des enfants érythréens sur le sol suisse!

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour arrêter le trafic et l'exploitation des enfants érythréens sur le sol suisse.

Développement:

Selon un rapport de l'ONU, ces deux dernières années, quelque 100 000 jeunes Erythréens ont quitté leur pays, dont près de 500 mineurs non accompagnés (donc âgés de moins de 18 ans) ont demandé l'asile dans le canton de Berne. Environ la moitié de ces enfants ou mineurs non accompagnés sont des jeunes hommes venant d'Erythrée, alors que seuls 12 pour cent proviennent des zones de guerre en Syrie.

Il est prouvé que nombre de familles érythréennes récoltent de l'argent pour payer des passeurs et «placer» les jeunes Erythréens à l'étranger. Des ressortissants érythréens déjà domiciliés en Suisse fournissent une aide financière pour payer des passeurs. Les familles espèrent que les enfants ainsi placés obtiendront rapidement de l'argent en Suisse. Compte tenu de leurs conditions de vie, les salaires suisses sont extrêmement élevés; en Erythrée, le revenu mensuel moyen s'élève à quelque 30 francs.

Des sources fiables attestent que l'Erythrée, grâce à son service national de 18 mois (missions dans des hôpitaux, des écoles, etc.) est le pays africain disposant du meilleur système de santé et du meilleur système scolaire. Pour un pays africain, le réseau routier y est bien développé, et l'accès à la mer constitue un atout pour l'Erythrée. Elle connaît la liberté de religion, chrétiens et musulmans y cohabitent pacifiquement (les deux confessions représentent chacune environ 50 pour cent de la population) et les cas sociaux y sont très peu nombreux.

Les nouvelles installations d'irrigation favorisent la culture des céréales, du maïs, du coton, des légumes et des fruits, tandis qu'il y a abondance de ressources naturelles telles que l'or, l'argent, le cuivre, le marbre, le fer et le sel. Plus le temps passe, plus le pays manque d'une main-d'œuvre jeune. Après une guerre de libération de 30 ans qui l'a opposée à sa grande voisine l'Ethiopie, les deux nations ont conclu un traité de paix en 2000. En 2002, toutes deux ont reconnu comme définitif et contraignant le tracé des frontières fixé par la Cour permanente de La Haye. Cela étant, les tensions entre l'Ethiopie et l'Erythrée subsistent, si bien qu'il est compréhensible que les jeunes Erythréens doivent accomplir une partie de leur service national sous forme de service militaire. Si nous continuons à accepter le service national comme critère d'admission pour les requérants

d'asile, nous devrions accepter les jeunes hommes de toute l'Afrique, de Chine et de Russie. A noter que les jeunes hommes suisses doivent également accomplir un service militaire ou civil.

Le canton de Berne est particulièrement attrayant pour les mineurs non accompagnés, car les enfants y sont surveillés 24 heures sur 24 par du personnel spécialisé, ce qui coûte 5000 francs par mois au contribuable suisse.

Sachant que les requérants d'asile mineurs non accompagnés sont de plus en plus jeunes, il faut mettre un terme à cette triste exploitation des enfants érythréens et empêcher les passeurs d'agir. Il nous appartient d'exercer cette responsabilité politique.

Motivation de l'urgence: la tragique séparation des enfants de leurs parents, de leur patrie et de leur culture, ainsi que les risques encourus au cours de leur long périple, sont devenus insupportables. La Suisse vient de s'employer à régler son propre passé avec ses enfants placés et doit veiller à ne pas porter un nouveau fardeau.

Réponse du Conseil-exécutif

En première instance, toutes les personnes requérant l'asile doivent s'annoncer et déposer leur demande auprès d'un centre d'enregistrement et de procédure du Secrétariat d'État aux migrations (SEM). À leur arrivée, le personnel du centre enregistre leurs données personnelles et les interroge de manière approfondie sur leur situation personnelle et familiale et sur les raisons qui les poussent à demander l'asile; il évalue, dans chaque cas, la plausibilité et la traçabilité de leur parcours de fuite.

Si, lors de ces interrogations, des indices concrets de trafic illicite de migrants ou de traite d'êtres humains apparaissent, l'autorité compétente (le SEM) doit dénoncer le cas aux autorités pénales. La lutte systématique contre le trafic d'êtres humains est en effet institutionnalisée au niveau fédéral depuis la création, en 2002, du Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic de migrants (SCOTT). Ce dernier met sur pied, d'une part, les structures et réseaux nécessaires à une lutte efficace contre la traite et le trafic sur sol suisse et s'engage, d'autre part, pour la protection des victimes et la poursuite judiciaire des délinquants. Par conséquent, le Conseil-exécutif n'a pas compétence pour prendre des mesures en matière de traite ou d'exploitation d'êtres humains, car la Confédération s'en charge déjà.

Pour ce qui est de l'hébergement et de l'encadrement des requérants d'asile mineurs non accompagnés, le canton de Berne assume l'ensemble des tâches et devoirs en lien avec la protection et le bien de l'enfant, dans le cadre de l'option dite spécialisée.

Pour les raisons qui précèdent et vu que le canton de Berne n'est pas compétent en la matière, le Conseil-exécutif propose le rejet de la motion. Il signale par ailleurs que la thématique des enfants placés revêt une dimension historique très sérieuse et s'oppose à l'emploi de ce terme dans le contexte de la présente motion.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

La présidente. Wir kommen zum letzten Traktandum der POM. Es handelt sich um eine Motion von Grossrätin Geissbühler-Strupler mit dem Titel «Stopp dem eritreischen Verdingkinderwesen – Stopp dem blühenden Schleppergeschäft». Wir führen eine freie Debatte. Die Regierung lehnt den Vorstoss ab. Darf ich Sie bitten, noch kurz leise zu sein, damit wir Grossrätin Geissbühler zuhören können?

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Mit dieser Motion haben wir wohl das traurigste Thema aus dem Asylwesen aufgegriffen, in der Hoffnung, dass der Regierungsrat sein Einverständnis gibt und sich Massnahmen überlegt. Die Enttäuschung von uns Motionären über die abschlägige Antwort des Regierungsrats ist gross. Wir sind der Meinung, dass der Kanton im Asylwesen sehr wohl seinen Einfluss geltend machen kann, insbesondere weil Regierungsrat Käser Präsident der Konferenz der Kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren (KKJPD) ist und sich auch in einem dauernden Dialog betreffend Migrationsfragen mit unserer Bundesrätin befindet. Die Motion ist sehr offen formuliert und müsste eigentlich im Interesse aller liegen – des Kantons, des Bundes, der eritreischen Bevölkerung. Es geht primär um die unter 16-Jährigen, welche an den Landesgrenzen zum Sudan oder zu Äthiopien fremdbestimmt in kleine Busse verladen werden, das heisst verdingt werden. Nach «Duden» heisst «verdingen», «keine Lohnarbeit, einen

Dienst annehmen». Dies ist zutreffend für die Absicht der Familienangehörigen dieser Kinder. Sie hoffen nämlich, dass diese Unbegleiteten Minderjährigen Asylsuchenden (UMA) bei uns in der Schweiz möglichst schnell viel Geld verdienen können. Die Koordinationsstelle des Bundes gegen Menschenhandel und Menschenschmuggel (KSMM) nimmt ihre Arbeit erst auf, wenn die Schmuggler ihr Geld längst eingenommen haben und die jungen Eritreer und Eritreerinnen den Stress der langen Reise zu uns hinter sich haben.

Nur ein Aspekt dessen, was wir unter Massnahmen verstehen. Eritrea ist seit 1993 ein anerkanntes UNO-Mitglied. Aber niemand hat sich bisher dafür eingesetzt, dass Äthiopien endlich den bestehenden Friedensvertrag einhält und die Grenze anerkennt. Dies wäre zum Beispiel eine Massnahme, welche man in Zusammenarbeit mit den anderen Kantonen, mit dem Bund anstossen könnte. Ich hoffe, dass Sie diese sehr offen formulierte Motion annehmen. Denn es handelt sich wirklich um ein sehr trauriges Thema, bei welchem wir die Schuld und die Last nicht auf uns nehmen dürfen. Ich bitte Sie wirklich, zuzustimmen. Die Formulierung ist sehr offen, aber wir müssen einen Schritt in diese Richtung machen.

La présidente. Wir sind bei den Fraktionssprechenden.

Marc Jost, Thoue (PEV). Die EVP-Fraktion lehnt den vorliegenden Vorstoss ab. Selbstverständlich sind wir für die Bekämpfung von Menschenhandel in jeder Form. Das hier angesprochene Schlepperwesen in Bezug auf Eritrea ist allerdings auf internationaler Ebene zu bekämpfen und deshalb – wie auch von Regierungsrat Käser erwähnt – Bundessache. Gerade letzte Woche gab das Eidgenössische Departement für auswärtige Angelegenheiten (EDA) bekannt, dass neu wieder ein Kooperationsbüro in Asmara, der Hauptstadt Eritreas, eröffnet werden soll. Dies bedeutet, dass die Entwicklungszusammenarbeit in Eritrea wieder gewagt und aufgebaut wird, auch vonseiten des Bundes. Ich hoffe, dass die Motionärinnen diese sinnvolle Arbeit des Bundes mit der Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit (DEZA) unterstützen und insbesondere auch ihre Bundesparlamentarierinnen und -parlamentarier auffordern, das Engagement des Bundes auch hinsichtlich des Budgets zu ermöglichen. Ich glaube, die Entwicklungszusammenarbeit ist das Beste, was von der Schweiz aus für Eritrea und die Ursachenbekämpfung vor Ort getan werden kann. Es gilt die Demokratie und die Menschenrechte vor Ort zu fördern. Denn diese leiden und damit viele Menschen im Land.

Ich könnte an dieser Stelle bereits abschliessen, wenn mich nicht ein Satz in der Begründung des Vorstosses aufgeschreckt hätte, mehr noch, er hat mich persönlich sehr traurig gestimmt. Sie schreiben: «Es besteht Religionsfreiheit [...]». Entschuldigung, aber das ist mehr als nur eine naive Aussage; sie ist schlicht und ergreifend fahrlässig. Ausser dem Regime in Eritrea und ihren Verbündeten wird niemand diese Aussage bestätigen. Ich weiss, aus Ihren Reihen wird die Glaubwürdigkeit der UNO-Berichte mit den Interviews von Betroffenen ausserhalb des Landes infrage gestellt. Selbst wenn Sie dies so sehen, gibt es zusätzliche Organisationen, welche sich noch heute im Land befinden und immer wieder hinreisen und vor Ort Betroffene treffen. Ich denke an das Internationale Komitee vom Roten Kreuz (IKRK), an Amnesty International, aber auch an kirchliche Organisationen, zu welchen ich persönlich direkten Kontakt habe. Die Betroffenen werden im Land geheim interviewt. Als Tourist sieht man dies natürlich nicht.

Sabina, ich achte dein Engagement und dass du dir ein Bild vor Ort gemacht hast. Aber ohne Hilfe von Menschenrechtsorganisationen und Hilfswerken wirst du in einer Diktatur nie Opfer treffen und Missstände eins zu eins sehen. Du wirst nur einen kleinen Teil der Realität sehen. Ich habe selber verfolgte Minderheiten in entsprechenden Ländern über mehrere Jahre besucht. Als Tourist und Gast der jeweiligen Regierung wäre mir vieles verborgen geblieben. Ich zitiere aus einem Bericht: «Tausende Eritreer sind als politische Häftlinge inhaftiert, häufig seit vielen Jahren und ohne Kontakt zu Familien und Rechtsbeistand, ohne Anklage oder Prozess. Grund zur Verhaftung bietet jede Form von tatsächlicher oder vermuteter Kritik an der Regierung. Es gibt nur eine zugelassene Partei und seit 2001 keine unabhängige Presse.» Dies schreibt beispielsweise Amnesty International und weiter: «Wenn man nicht Mitglied einer der vier anerkannten Religionsgemeinschaften ist – Islam, eritreisch-orthodox, römisch-katholisch und evangelisch-lutherische Kirche –, dient auch die Ausübung der Religionsfreiheit als Anlass für willkürliche Verhaftung und Gefangenschaft.» Christen aus anderen Kirchen werden als Agenten aus dem Westen gesehen und verfolgt. Ich könnte weiter über die Haftbedingungen vorlesen, wie schrecklich diese sind und wie viele Todesfälle es in der Folge gibt, möchte aber noch aus einem Interview einer Hilfsorganisation mit einem Betroffenen im Land vorlesen. «Wir trafen David in einem Garten eines Hotels, einen jungen 30-jährigen Mann.

Wann und wie wurden Sie verhaftet? «Das war 2012, während eines Treffens in meiner Hauskirche, die ich damals leitete. Die Eltern einer jungen Teilnehmerin in unserer Hauskirche hatten über längere Zeit vergeblich versucht, ihre Tochter abzuhalten. Das junge Mädchen weigerte sich, seinen Glauben zu verleugnen, und die Eltern schalteten schliesslich die Polizei ein.» Die Polizei nahm dann die ganze Gruppe gefangen, mehrere Monate ohne Gerichtsurteil. Nur dank der Hilfe von Insidern innerhalb des Polizeiapparats kam die Gruppe letztlich wieder frei.

Ich komme zum Schluss. Sie verstehen vielleicht, weshalb mich eine solche Aussage über Religionsfreiheit sehr ärgert und traurig macht. In Eritrea gibt es viel zu tun, aber der Kanton Bern ist zuständig für die Asylsuchenden hier. Er hat keine Möglichkeit, gegen das Schlepperwesen vorzugehen. Das Einzige, was du dir überlegen kannst, wäre einen Antrag an den Lotteriefonds zu stellen für einen Beitrag für ein Entwicklungsprojekt im Land selber.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Dieser Vorstoss stimmt uns alle etwas nachdenklich. Ich glaube, die Motionärin hat hier eine ganz wichtige Frage aufgeworfen, die uns im Kanton Bern durchaus auch angehen muss. Dieser Vorstoss verlangt aus unserer Sicht eigentlich zwei Massnahmen, grundsätzlich einmal das Handeln des Regierungsrats und zwar als Erstes, dass das Verdingkinderwesen, wie der Vorstoss es formuliert – die Formulierung ist für mich nicht ganz glücklich gewählt –, gestoppt wird. Dann, wenn sie da sind, muss man etwas tun. Als Zweites wird verlangt, das blühende Schleppergeschäft zu stoppen. Dies betrifft den Zeitpunkt, da sie noch nicht gegangen sind. In deiner E-Mail, Sabina, die du an die Fraktionspräsidenten verschickt hast, hast du darauf aufmerksam gemacht, dass es dir vor allem auch um Hilfe vor Ort, um Aktivwerden vor Ort in Eritrea selber geht. Kolleginnen und Kollegen, es ist eine Tragödie, was mit eritreischen UMA passiert. Wir haben aber vonseiten der BDP Mühe, diesem Vorstoss zuzustimmen, weil wir diesen nicht umsetzen können.

Nun erkläre ich anhand der vorhin herausgeschälten zwei Punkte, weshalb dies nicht möglich ist. Wenn die UMA hier vor Ort sind, können wir unterdessen nämlich auch nicht mehr alles Mögliche tun, was wir wollen. Dies wäre im Rahmen des Kredits geschehen, den das Volk vor ein paar Wochen abgelehnt hat. Zum Zweiten: Das Schleppergeschäft zu beeinträchtigen und dieses mit aktiver Hilfe vor Ort zu vermeiden, dafür ist der Kanton Bern schlichtweg nicht zuständig. Entwicklungszusammenarbeit und Entwicklungshilfe zu fördern und zu fordern und Aussenpolitik zu betreiben, ist in unserem Bundesstaat die Aufgabe des Bundes. Somit sind wir – und diesbezüglich teilen wir eigentlich die Ansicht des Regierungsrats – schlicht nicht zuständig. So ehrenwert dieser Vorstoss und so gut die dahintersteckende Idee ist, er ist schlichtweg nicht umsetzbar. Als Parlament sind wir die falsche Stelle. Deshalb bitten wir Sie, diesen Vorstoss abzulehnen.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). Die grüne Fraktion lehnt diese Motion und auch ein Postulat ab. Wir wissen alle, die Erde ist eine Kugel, ein lebendiger Organismus. Alles, was ich an meinem Flecken tue – aufbauend oder zerstörend –, hat Auswirkungen auf die ganze Erde. Hier im Grossen Rat haben wir einige Beschlüsse gefasst, welche destabilisierende Einflüsse auf den ganzen Organismus Erde haben. Wir investieren weiterhin mit unseren Pensionskassen in die Herstellung von Kriegsmaterial, wir fördern weiterhin den Pestizideinsatz, welcher mithilft, das Ökosystem mit den Weltmeeren zu destabilisieren. Wir erweitern den Strassenbau und vermehren den Verkehr und damit den Erdölverbrauch, womit Diktaturen stabilisiert werden. Hunger, Krieg, Mord und Flucht sind die Folgen davon. Wir haben lange das Atomkraftwerk Mühleberg gestützt. In Nordafrika haben die Franzosen für den Uranabbau Tuaregstämme vertrieben. Für unser tägliches Stück Fleisch und Käse wird weiterhin Urwald gerodet. So wird auch das Weltklima destabilisiert. Es gäbe noch viele Beispiele anzubringen. Wir haben mit hohen, kurzfristigen Gewinnen unseren Wohlstand erhöht und geholfen, die Weltgemeinschaft unsicherer zu machen. Es leben immer mehr Menschen existenziell am Limit. Und jetzt soll mit dieser Motion den Eritreern vorgeschrieben werden, wie sie ihre Gelder verdienen sollen. Das ist Heuchelei! Machen wir erst hier ethisch korrekt unsere Arbeit an unserem Flecken, reduzieren wir Kinderarbeit, Menschenschlepper und Unterdrückung weltweit. «In der Krise ist Vorstellungskraft wichtiger als Wissen.» – ein Satz als tolles Geschenk von Albert Einstein. Üben wir also an unseren Schulen lebendige Vorstellungskraft. Sie entsteht kreativ, aktiv und jederzeit neu. Speichern wir in unseren Kindern weniger totes, unverbindliches Wissen, dann entwickeln wir mehr ganzheitliches, globales Denken und lokales Handeln. Und es wird auch innerlich realisiert, dass die Welt keine Scheibe ist mit der Schweiz obendrauf in der Mitte.

Barbara Mühlheim, Berne (pvl). Die beiden Vorredner, Marc Jost und Samuel Leuenberger, haben die wesentlichen Punkte, weshalb auch die glp dieser Motion nicht zustimmt, perfekt zusammengefasst. Für uns ist klar, dass wir uns Sand in die Augen streuten, würden wir diese Motion annehmen. Wir täten nämlich so, als hätten wir wirklich die Möglichkeit, die Macht und die Kompetenz, eine wirkliche Intervention zum Thema des Menschenhandels oder bezüglich der Banden, welche die Leute schleusen, zu machen. Wir sind überzeugt, dass unser Polizeidirektor zusammen mit den anderen Polizeidirektoren und dem Bund dabei ist, wenn immer möglich überhaupt etwas in diesem Bereich zu tun. Dieser Bereich liegt in einer Dimension, in der wir alle nur ganz kleine Würstchen sind. Wir können aber etwas tun. Wir finden es sehr schade, wenn man die Argumentation anschaut. Wenn die Leute einmal hier sind – und es sind junge Leute –, können wir ihnen die bestmögliche Chance geben, damit sie hier eine Zukunft haben, Kolleginnen und Kollegen. Wir haben heute in der Schweiz etwa 25 000 Flüchtlinge und etwa 38 000 vorläufig Aufgenommene. Viele der UMA – es sind eben nicht nur Eritreer, dieselbe Problematik besteht bei den Afghanen – sind als vorläufig Aufgenommene hier und sie bleiben auch hier. Obwohl wir leider eine negative Antwort zur UMA-Finanzierung erhalten haben, ist es an uns, die Verantwortung zu übernehmen, um diesen Jugendlichen gemeinsam mit verschiedenen Institutionen die bestmögliche Chance für die Zukunft zu geben. Denn Sie bleiben bei uns. Wenn wir nicht heute investieren und dort Energie hineingeben – dort ist nämlich der Kanton gefragt –, werden wir in ein paar Jahren verheerende Zustände haben, weil wir die Verantwortung nicht wahrgenommen und den Jugendlichen kein klares Signal gegeben haben, in welche Richtung es geht. In diesem Sinn und Geist, konzentrieren wir uns auf das, wofür wir wirklich die Kompetenz haben, wofür der Grosse Rat und der Kanton zuständig sind, und geben wir den bereits hier gestrandeten Leuten die bestmögliche Chance für eine bessere Zukunft.

Samuel Kullmann, Hilterfingen (UDF). Ich habe fast wöchentlich mit UMA und Erwachsenen, vor allem aus Eritrea, zu tun. Ich kenne ziemlich viele Einzelschicksale. Ich rede viel mit diesen Menschen. Die UMA darf ich an zwei Tagen pro Woche in einem Internat unterrichten. Mit so viel persönlicher Erfahrung könnte man meinen, es falle mir einfach, hier ein Votum abzugeben, aber dies ist nicht der Fall. Es ist aus dem Grund nicht der Fall, weil die Sachlage sehr schwierig ist. Es spielen sehr viele Faktoren hinein. Wir haben es bereits von Vorrednern gehört. Es geht um internationale Zusammenhänge und es gibt keine einfachen Lösungen. Es ist sicher berechtigt, sich Gedanken darüber zu machen, wie das so genannte «Verdingkinderwesen» gestoppt werden kann. Es ist eine absolute Tragödie. Ich habe kürzlich von jemandem, den ich kenne, vernommen, dass seine Schwester im Mittelmehr ertrunken ist. Er hat es geschafft, seine Schwester nicht. Die Risiken, welche die Flüchtlinge unter anderem oder vor allem aus Eritrea auf sich nehmen, sind enorm. Man kann sich fragen, welche Verzweiflung dahintersteckt. Es ist interessant, dass wir im vergangenen Jahr 5200 Asylanträge aus Eritrea hatten, während es aus Somalia 1600 waren sowie 1000 aus weiteren afrikanischen Ländern. Dann hat es sich einmal mit grösseren Zahlen aus afrikanischen Ländern. Es ist nicht so, dass ganz Afrika in die Schweiz kommt. Es sind wirklich einzelne Länder, die dies ausmachen, und Eritrea liegt vorn.

Es wäre schön, wenn man wirklich Massnahmen ergreifen könnte, damit weniger Leute kommen müssten. Denn eigentlich ist es nicht zumutbar. Häufig machen sich Kinder – manchmal im Alter von 12 oder 13 Jahren – auf diese Reise. Es kann sein, dass sie auf diese Reise geschickt werden, in der Hoffnung, dass sie vielleicht Geld zurückschicken können. Sicher ist auch eine starke Perspektivlosigkeit ein massgebender Grund. So sehr wir Sympathien für das Anliegen der Motion haben – man wünscht sich, man könnte etwas tun –, sind wir doch geteilter Meinung. Wir sind uns in der Fraktion nicht ganz sicher, was man überhaupt tun kann. Etwas stutzig gemacht hat mich – und hier möchte ich aufgreifen, was Marc Jost bereits erwähnt hat –, dass in der Begründung glaubhafte Quellen zitiert werden, ohne näher darauf einzugehen, welche Quellen es genau sind. Das halte ich nicht für transparent, und es hat bei mir gewisse Fragen aufgeworfen. Auch die folgenden Aussagen, wie gut es in Eritrea wäre, konnte ich nicht nachvollziehen. Ich habe etwas recherchiert. Der Human Development Index (HDI) beträgt für Eritrea 0,391, was dem 186. Platz auf der Welt entspricht. Lebenserwartung, Ausbildung und Einkommen fliessen in diesen Index ein. Die Datengrundlage ist sicher schwierig, aber wenn es so toll wäre, würden sicher nicht so viele Menschen die extrem gefährliche Migration auf sich nehmen. Marc Jost hat die Religionsfreiheit bereits sehr gut angesprochen. Open Doors, eine Nicht-Regierungsorganisation, welche die Verfolgung von Christen eruiert, listet Eritrea auf dem 10. Platz weltweit. Für gewisse christliche Gruppierungen herrscht in Eritrea die zehntschlimmste Christenverfolgung. Zudem findet eine starke Unterdrückung der Opposition statt. Was den Militärdienst anbelangt, hinkt der Vergleich mit der Schweiz, denn

dieser kann jahrzehntelang dauern. Der Handlungsspielraum, so wie wir ihn sehen, ist sehr begrenzt. Man kann fast nur die Konditionen hier weniger attraktiv machen. Aber dies würde auch echte Flüchtlinge treffen. Wir sind hin- und hergerissen und kommen wahrscheinlich nicht zu einer ganz einheitlichen Fraktionsmeinung. Es ist sicher wichtig, haben wir das Thema diskutieren können. Wenn es kreative, gute Lösungen gäbe, würden wir diese sicher unterstützen.

Stefan Costa, Langenthal (PLR). Es gibt Vorstösse, zu welchen man lieber hier vorn steht und überzeugter argumentiert, und es gibt solche, zu welchen man nachdenklicher hier steht und manchmal das Gefühl hat, es seien einem die Hände gebunden. Ich möchte für diesen Vorstoss danken, selbst wenn ich nachher ein paar Fragezeichen anbringen muss. Wir haben es geschätzt, hat sich Grossrätin Geissbühler mit dieser Thematik auseinandergesetzt. Wir haben auch ein gewisses Verständnis, weil wir ein gewisses Unbehagen bezüglich Eritrea haben – dies dürfte beim Hinterletzten und bei der Hinterletzten der Fall sein –, aber nicht nur. Eritreische Flüchtlinge sind solche, welche es in Anführungszeichen «bis hierher schaffen». Es gibt aber noch viele Länder in Afrika, wo die Situation viel schlechter ist. Diese Leute schaffen es gar nie bis hierher. Wenn man über Massnahmen vor Ort spricht, sollte man nicht nur ein Land anschauen, sondern müsste den Bogen etwas weiter spannen. Dies wirft bei uns Fragezeichen bezüglich der Umsetzbarkeit auf. Wir haben in diesem Sinn ein gewisses Verständnis für diesen Vorstoss, aber eben auch Fragezeichen, wie die Umsetzung an die Hand genommen werden könnte. Wenn wir ganz gute Antworten hätten, hätten wir sie dem Regierungsrat direkt zukommen lassen können; wir haben aber keine solchen. Frau Geissbühler hat gesagt, die Motion sei sehr offen formuliert. Wenn sie von «allen ihm möglichen Massnahmen» spricht, ist dies vielleicht nicht der Fall. Welche Massnahmen sind es denn? Auch hier haben wir ein Fragezeichen bezüglich der Umsetzbarkeit.

Wenn die Kinder hier sind, ist effektiv der Bund zuerst zuständig. Dies ist bereits genannt worden. Es ist auch schon von den UMA-Zentren gesprochen worden. Ich kenne insbesondere die Situation in Huttwil im Campus Perspektiven recht gut. Dort wird sehr gute Arbeit geleistet, und es ist in diesem Sinn schade – ich habe mich dort als Ko-Präsident engagiert –, hat man die Mittel für die Fortsetzung dieses Programms nicht sprechen können. Also, wir haben gleichwohl ein Unbehagen, haben aber auch Zweifel daran, ob die Motion umgesetzt werden kann. Selbst wenn es nicht einfach fällt, wird eine grosse Mehrheit unserer Fraktion diese Motion ablehnen.

La présidente. Als letzter Fraktionssprecher hat Grossrat Knutti für die SVP das Wort.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Die SVP-Fraktion wird diesen Vorstoss von Kollegin Geissbühler einstimmig unterstützen. Wir haben uns bereits mehrmals mit dieser Thematik befasst. Die so genannten UMA sind hier genannt worden. Wir waren bereits im Zentrum Bäregg vor Ort. Dort wurde uns auch gesagt, dass heute tatsächlich Kinder Richtung Europa geschickt werden, um hier Fuss zu fassen, damit sie gewisse finanzielle Mittel zurückschicken können. Dies ist aus der Sicht der SVP klar eine tragische Geschichte. Was man tun kann, ist eine andere Frage. Ich gebe Kollege Costa vollkommen recht: So, wie der Vorstoss formuliert ist, sind die Möglichkeiten sehr gering. Auf Bundesebene besteht die so genannte Koordinationsstelle, die sicher gut und notwendig ist. Aus unserer Sicht ist das Rezept nach wie vor die Hilfe vor Ort. Was wir heute mit diesem Vorstoss tun können, ist, Regierungsrat Käser als KKJPD-Präsident mitzugeben und ihm zu sagen: «Setze dich auf Bundesebene bei Frau Sommaruga ein, damit diesen Zuständen der Riegel vorgeschoben wird.» Das ist das Einzige, was wir mit diesem Vorstoss tun können. Ansonsten wird er absolut nichts verändern. Was ich nicht akzeptieren kann, ist das Loblied von Kollegin Mühlheim, die natürlich immer noch meint, man müsse jetzt hier helfen. Das Volk hat am 21. Mai in dieser Hinsicht klar Stellung bezogen. Wir vermögen es einfach nicht zu stemmen, und vor allem können wir es auch nicht bezahlen. Deshalb mag ich dergleichen eigentlich nicht mehr hören. Ich glaube, wir haben einen klaren Entscheid gehabt. Das Einzige, was wir tun können, ist, dass sich Herr Käser dafür einsetzt, dass der Riegel vorgeschoben wird. Mehr kann diese Motion nicht bewirken. Stimmen Sie ihr zu!

La présidente. Ich möchte versuchen, dieses Geschäft abzuschliessen und werde damit die Verabschiedungen etwas hinauszuzögern. Unsere Pause beginnt deshalb ein wenig später, aber ich glaube, wir schaffen es. Nicht, dass wir Herrn Käser warten lassen und dann erst nach der Pause abschliessen. Wir kommen zu den Einzelsprechern. Grossrat Sancar, Sie haben das Wort.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Als ich in der Schweiz vom Verdingkinderwesen hörte, war ich erstaunt, dass so etwas im Land der Wiege der Demokratie überhaupt möglich war. Das Verdingkinderwesen ist ein Teil unserer Gegenwart, eine mehr als traurige Geschichte. Dafür sind unser Staat und wir als Gesellschaft verantwortlich. Was den Kompetenzbereich betrifft, spricht der Vorstoss die Bundesebene an. Der Inhalt ist trotzdem mehr als problematisch. Die UMA mit unseren Begriffen zu etikettieren, ist – bewusst oder unbewusst – respektlos gegenüber den Schutzsuchenden und gegenüber den vom Verdingkinderwesen betroffenen Personen. Mir wäre es auch lieber, wenn es keine Kriege, Naturkatastrophen und Hunger gäbe, wenn es keine politische Verfolgung gäbe, dafür Meinungs- und Versammlungsfreiheit. So könnten wir unseren Reichtum auch vollumfänglich geniessen. Wenn wir Arbeitskräfte brauchen, können wir sie aus dem Ausland holen und hoffen, dass keine Menschen kommen. Wir können sie zurückschicken, wenn wir sie nicht mehr brauchen. Wie schön wäre es, wenn wir für uns allein wären! Hätten wir dann eine Wirtschaftskrise, könnten wir selber Flüchtlinge produzieren und die Unbrauchbaren nach Übersee exportieren, wie zum Beispiel noch in den Dreissigerjahren des letzten Jahrhunderts.

Eines möchte ich noch erwähnen: Wir alle in diesem Saal wären dankbar, wenn unsere Kinder von einer Gesellschaft aufgenommen würden, wenn sie auf Schutz angewiesen sind, wir selber aber nicht in der Lage sind, sie zu schützen. Das ist auch bereits in Europa vorgekommen, beispielsweise bei den Holocaust-Verfolgten. Das war nicht in der Vergangenheit. 70 Jahre in der Geschichte der Menschheit ist keine lange Zeit, es ist wie gestern.

Andrea Gschwend-Pieren, Lyssach/Oberburg (UDC). Ich staune manchmal schon hier drin. Alle Fraktionen sehen zwar gemäss ihren Fraktionssprechern das Problem, sind mit uns einverstanden, dass Handlungsbedarf besteht, dass man vor Ort handeln muss, anstatt hier im Kanton etwas hilflos die Symptome zu bekämpfen, dass den Schlepperbanden, welche die jungen Leute aus ihrem Land wegbringen, das Handwerk gelegt werden muss. Alle sehen dies ein und alle sind sich einig, aber alle verstecken sich gerne hinter dem Satz: Wir sind leider nicht zuständig, wir können nichts tun. Liebe Kolleginnen und Kollegen, wo würden wir hinkommen, wenn wir uns bei allem immer hinter dem Satz versteckten «Wir können halt nicht, wir sind nicht zuständig»? Es ist nicht verboten, wenn die kleinen Würstchen – wie es Barbara Mühlheim ausgedrückt hat – einmal «e chly stüpfen». Deshalb sagen Sie bitte ja zu dieser Motion, die es gut im Sinn hat.

La présidente. Wünscht die Motionärin nach dem Regierungsrat nochmals das Wort? – Das ist der Fall. Dann gebe ich das Wort dem Regierungsrat.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich habe Hochachtung vor dem Engagement von Frau Grossrätin Geissbühler, auch weil sie nach Eritrea gereist ist, um dort einen Eindruck dieses Landes zu erhalten. Ich möchte mich auch für das Votum von Grossrat Knutti bedanken. Damit hat er die Forderung «alle möglichen Massnahmen» konkretisiert.

Die Tatsache, dass die Regierung diesen Vorstoss ablehnt, ist in ihrer Antwort klar erkennbar. Es bestehen keine Möglichkeiten eines Nationalstaats, gegenüber einem anderen Nationalstaat aktiv werden zu können. Der Kanton Bern ist Teil eines Nationalstaats, er hat jedoch keine eigene Aussenpolitik. Als Präsident der KKJPD habe ich bereits persönlich mehrere Massnahmen unternommen. Ich habe den eritreischen Chargé d'affaires in Genf bei mir im Büro gehabt. Zusammen mit ihm habe ich zu verstehen versucht, was Eritrea eigentlich für ein Land ist. Ich bin persönlich der Auffassung, die Eidgenossenschaft müsste alles daran setzen, um mit dem Land Eritrea diplomatische Beziehungen aufzunehmen. Wenn ich höre, dass Grossrätin Gschwend-Pieren von Hilfe vor Ort oder Handeln vor Ort spricht, setzt dies voraus, dass man den Zugang hat. Dafür bedarf es diplomatischer Beziehungen. Diesen Ansatz habe ich bereits unserem Aussenminister in einem Gespräch auseinandergesetzt. Dasselbes habe ich auch Frau Sommaruga gegenüber getan. Ich bleibe dran mit diesen Kontakten, was die Zukunft von Eritrea und der Schweiz betrifft. Aber nochmals: Der Kanton Bern macht nicht die Aussenpolitik dieses Landes. Der Vorstoss enthält eine interessante Formulierung: «Der Kanton Bern ist für UMA besonders attraktiv, denn die Kinder werden rund um die Uhr von Fachleuten betreut, was für die Schweizer Steuerzahlerinnen und Steuerzahler mit 5000 Franken pro Monat zu Buche schlägt.» Das ist die Begründung. Ich stelle einfach fest: Die UMA, die bei uns sind, sind bei uns! Diese können wir – ungeachtet der Massnahmen – nicht mehr nach Eritrea zurückschicken. Man kann beklagen, weshalb sie hier sind. Sie sind aber nun einmal da. Deshalb haben wir unsere Anliegen, wie wir sie hier im Grossen Rat gebracht haben. Wir bleiben dran.

Ich habe gehört, wie Frau Grossrätin Geissbühler bei mir am Tisch gesagt hat, sie könnte die Motion in ein Postulat wandeln. Ich weiss es nicht. Die Regierung kann einen solchen Vorstoss nicht als Motion annehmen.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Das Problem sind genau diese Schauer geschichten, welche vor allem Marc Jost vorgelesen und erzählt hat. Ich hatte sehr Angst, nach Eritrea zu reisen und erhielt sogar ein Engelbild von meiner kleinen Enkelin, weil sie Angst um mich hatte. Ich muss sagen, dass dies vor allem von Amnesty International kommt. Ich habe übrigens im Vorfeld mit Amnesty International Gespräche geführt. Wir sind eigentlich derselben Meinung gewesen, ausser dass wir einen anderen Weg haben. Amnesty International sagt, dass sie zuerst Zugang zu den Gefängnissen haben müssen, bevor sie verhandeln. Aber – Hallo! Helfen wir so den UMA? Helfen wir so diesem Land, bis wir nochmals 17 Jahre warten? Denn seit 17 Jahren ist Eritrea eigentlich befreit und ein selbstständiges Land.

Ich möchte der Bevölkerung helfen. Ich durfte mit Botschaftern sprechen. Durch den deutschen Botschafter erhielt ich ein Bild. Ich durfte auch mit anderen Botschaftern sprechen. Ich weiss nicht, für mich gingen alle Türen von selber auf, ohne dass ich jemanden vor Ort gehabt habe. Ich konnte mit IKRK-Leuten sprechen und auch mit Familien, die 2000 bis 5000 Franken gesammelt und kleine, 14- bis 16-jährige Kinder in Busse gesteckt haben, um sie abzuführen; dies ganz klar für Geld. Die Definition von «verdingen» nach «Duden» stimmt. Es geht darum, Geld nach Hause zu bringen oder zu schicken. Es ist wirklich so, dass mir alle Moslems und Christen gesagt haben, ich solle erzählen, dass sie in Frieden miteinander leben, wie nirgends sonst in einem afrikanischen Land. Es gebe keinen Religionskrieg zwischen Moslems und Christen; sie sind etwa halb-halb. Ich habe dies auch im täglichen Leben gesehen.

Der Regierungsrat hat jetzt darauf hingewiesen, dass er eben doch auch mit Herrn Rufael aus Genf zusammengekommen ist – ich habe ebenfalls Gespräche mit ihm geführt –, und ich bin überzeugt, dass er etwas bewirken könnte. Dies hat er auch anboten. Wir haben auch die UNO, wo wir etwas bewirken könnten. Kleine Kinder in Bussen abzuführen und wir nehmen sie hier auf, selbst wenn wir sie rund um die Uhr betreuen, – das ist einfach ein Hohn, und ich kann nicht dahinterstehen. Ich bitte Sie gleichwohl, die Motion anzunehmen. Der Regierungsrat kann Massnahmen ergreifen, aber wir dürfen doch nicht länger zuschauen!

La présidente. Somit kommen wir zur Abstimmung über diese Motion. Wer die Motion annimmt, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 47

Non 85

Abstentions 6

La présidente. Sie haben die Motion abgelehnt. Somit sind wir am Ende der Geschäfte der POM angelangt. Ich danke Herrn Regierungsrat Käser herzlich und wünsche ihm einen schönen Nachmittag und Abend.

Hommage à des membres du Grand Conseil démissionnaires

La présidente. Mit etwas Verspätung kommen wir jetzt zu den Verabschiedungen. Nach den vier Ratsmitgliedern, die wir heute Morgen verabschiedet haben, folgen vier weitere. Sie haben sich auch für den 31. August als Austrittsdatum entschieden, und ich verabschiede sie in der Reihenfolge, wie sie ihre Rücktrittsschreiben eingereicht haben.

Hommage à Maria Esther Iannino Gerber, Hinterkappelen (Les Verts)

La présidente. Als Erstes zur Verabschiedung von Maria Iannino Gerber. Sie schreibt in Ihrem Brief: «[...] Nach reiflicher Überlegung habe ich beschlossen, dass ich per 31. August 2017 aus dem Grossen Rat austreten will und somit ebenfalls aus den beiden Grossratskommissionen GSoK

und SiK, dies jedoch bereits per 30. 6. 17. Mein Amt als Stimmenzählerin lege ich per Ende der Juni-Grossratssession nieder. An den Grossratswahlen im 2006 wurde ich auf Anhieb in den Grossen Rat gewählt. Für mich persönlich ein unerwarteter Erfolg, war ich damals sozusagen erst «6-jährig». Wie war dies möglich? Als typische Seconda, im Kanton Bern geboren, aufgewachsen, von der Volksschule, über die Lehre bis zu meinem HTL-Diplom, alles Schweizer Ausbildungen, wurde ich im Jahr 2000 eingebürgert. Deshalb habe ich damals in meinem Wahlkampf mit Augenzwinkern von der «6-jährigen Neo-Langnauerin» gesprochen. Heute bin ich nach dieser Berechnung 17-jährig und genau im richtigen Teenager-Alter, um einen neuen Abschnitt auf meinem Lebensweg anzutreten. Ich habe in den letzten Jahren sehr viel gelernt und dies eindeutig dank meines Schweizer Passes. Ohne ihn wäre die so genannte Integration nur halb so gut gelungen.

An dieser Stelle möchte ich allen Grossrätinnen und Grossräten aller «Couleur» für die vielen persönlichen Begegnungen danken. Ich habe die vielen Gespräche, den Austausch sowie die menschliche Wärme sehr geschätzt. Sie haben mich oft über die politischen Misserfolge und Frustrationen hinweggetröstet. Ebenfalls ganz herzlich danken möchte ich dem Verwaltungspersonal, das ich als sehr professionell, fachlich fundiert und speditiv erlebt habe.

Allen, die weiterhin für das wohl aller Bernerinnen und Berner im Kanton Bern im Einsatz stehen, wünsche ich viel Ausdauer, Energie und Freude bei der Ausführung ihrer Arbeit und vielseitigen Tätigkeiten. Meinem Nachfolger, meinem Ehemann Thomas Gerber und Mentor meines politischen Werdeganges, wünsche ich viel Freude beim Einbringen unserer Lebensphilosophie – eine grüne Politik für den Kanton Bern.

Nun verabschiede ich mich mit einem weinenden und einem lachendem Auge vom kantonalen politischen Parkett. [...]»

Liebe Maria Iannino, du bist am 1. Juni 2006 in diesen Rat eingetreten. Im Jahr 2010 warst du Kommissionsvizepräsidentin der Kommission zum Gesetz über die bernischen Landeskirchen. Jetzt bist du, wie du in deinem Brief erwähnt hast, Mitglieder der GSoK, Ersatzmitglied der SiK und eben Stimmenzählerin. Die Themen Integration, Soziales und nachhaltiger Verkehr waren dir besonders wichtig. Ganz speziell hast du dich eingesetzt für Menschen mit einer sozialen Benachteiligung oder eben mit einem Migrationshintergrund. Wenn es dir wichtig war, liessst du dich nicht einschüchtern, dich für Anliegen einzusetzen, auch wenn keine Mehrheiten zu erwarten waren. Verschiedene deiner politischen Anliegen sind inzwischen umgesetzt worden. Du hast erfolgreich die Unterstützung der Nachsorge bei häuslicher Gewalt oder auch das Verbot von Einweg-Plastiksäcklein gefordert. Auch der Berner Wohlstandsindex, wonach der Kanton Bern als erster Kanton der Schweiz neben dem klassischen Bruttoinlandprodukt auch nachhaltige Indikatoren misst, geht auf einen Vorstoss von dir zurück. Du wirst dich künftig auf die politische Arbeit in der Gemeinde Wohlen konzentrieren und hast am 26. November zum ersten Mal Wahlen in Wohlen. Dazu wünschen wir dir viel Glück. Wir hier werden deine pragmatische Vorgehensweise und deine ruhige Art vermissen. Ich wünsche dir alles Gute und danke dir im Namen von allen für deine Arbeit und dein grosses Engagement. Vielen Dank, Maria! (*L'assemblée se lève pour applaudir.*)

Hommage à Andrea Lüthi, Berthoud (PS)

La présidente. Für die nächste Verabschiedung müssen Sie Ihre Köpfe nur leicht, wahrscheinlich nach links, bewegen. Es handelt sich um Andrea Lüthi, die uns in ihrem Abschiedsschreiben Folgendes geschrieben hat: «[...] Hiermit gebe ich aus beruflichen Gründen meinen Rücktritt per 31. August 2017 aus dem Grossen Rat bekannt. Knapp 10 Jahre lang durfte ich die bernische Kantonalpolitik mitgestalten. Ich habe in dieser Zeit viel gelernt und spannende Kontakte innerhalb und ausserhalb des Rathauses geknüpft. Selbstverständlich waren nicht alle Erfahrungen nur positiv, sondern ich musste auch Niederlagen einstecken. Aber meinen Glauben an die Demokratie habe ich dabei nie verloren.

Ab September 2017 leite ich die Abteilung Soziales in Herzogenbuchsee. Obwohl ich die anstehende Sozialhilfegesetzesrevision nicht mehr aktiv beeinflussen kann, werde ich sie als Sozialdienstleiterin genau mitverfolgen, denn unsere Klientinnen und Klienten sowie meine zukünftigen Mitarbeitenden sind direkt von den Entscheidungen betroffen, die Sie – geschätzte Grossratskolleginnen und Grossratskollegen – hier in diesem Saal fällen werden!

Ich danke allen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern der Parlamentsdienste herzlich für die Unterstützung, die sie jederzeit gewähren. Meinen Kolleginnen und Kollegen im Grossen Rat wünsche ich weiterhin viel Weisheit und Offenheit sowie faire und konstruktive Debatten. [...]»

Ja, Andrea, seit 2006 bist du mit einem ganz kurzen Unterbruch von einem Jahr Mitglied des Grossen Rates, seit 2014 Stimmenzählerin und Mitglied der GSoK, und von 2012 bis 2014 warst du Prä-

sidentin der Kommission Ergänzungsleistungen für einkommensschwache Familien. Du hast 21 Motionen, ein Postulat und sechs Interpellationen eingereicht, vom Zwischenhalt vom Lötschberger bis hin zu den Image-Problemen der Sozialhilfe. Du bist eine ausgewiesene Spezialistin der Sozialpolitik und hast dich mit grossem Engagement dafür eingesetzt. Insbesondere als Mitglied der GSoK konntest du dein grosses Fachwissen einbringen. Unermüdlich hast du für die Rechte jener gekämpft, die sich kaum selber wehren können und immer wieder an den Rand der Gesellschaft gedrängt werden. Obwohl du häufig mit deinen Anliegen in der Minderheit warst, hast du klar und unbeirrt weitergemacht und hast natürlich auch einige Erfolge verbuchen können. So etwa die regelmässige Sozialberichterstattung durch den Regierungsrat, welche jetzt jeweils aufgrund einer Motion von dir aus dem Jahr 2010 erfolgt. Auch gegen die Kürzungen der Krankenkassensubventionen hast du dich erfolgreich stark gemacht. Wir hier im Rat werden dein grosses Fachwissen vermissen, und ich, die ich ein Jahr neben dir verbringen durfte, deine PC-Tipps, die du mir so nebenbei gegeben hast. Ich danke dir im Namen von uns allen für deine Arbeit, für dein grosses Engagement. Vielen Dank, Andrea Lüthi! (*L'assemblée se lève pour applaudir.*)

Hommage à Patric Bhend, Steffisbourg (PS)

La présidente. Das nächste Rücktrittsschreiben wurde auch am 6. Juni eingereicht, aber ein paar Stunden später. Deshalb kommt deine Verabschiedung, Patric Bhend, auch ein wenig später an die Reihe. «[...] Hiermit teile ich Ihnen mit, dass ich mein Grossratsmandat per 31. August 2017 niederlege. Ich blicke mit Befriedigung auf die vergangenen gut elf Jahre Tätigkeit im Grossen Rat zurück. Bereits in meinen ersten Sessionen durfte ich eines meiner grössten politischen Ziele erreichen: Rauchfreie Restaurants – dafür bin ich den Grossrätinnen und Grossräten noch heute dankbar. Später konnte ich ein grosses Stück dazu beitragen, dass der Kanton Bern die Kinderzulagen über dem Bundesminimum festgelegt hat. Im Jahr 2015 hat der Grosse Rat zu meinem Erstaunen meiner Motion zur Abschaffung des Mindesttarifs bei den Notaren zugestimmt. Seitdem nimmt sich die JGK viel Zeit für die Umsetzung. Ich bin noch nicht sicher, ob da einmal geliefert wird, was der Grosse Rat bestellt hat und bin deshalb froh, wenn die Kolleginnen und Kollegen dort für mich «dr Märe zum Oug luege». Wir werden sehen, ob wir dies tun können! «All diese «Erfolge» sind objektiv gesehen eine schmale Ausbeute für eine so lange Zeit. Für mich zählen deshalb andere Punkte viel stärker in meiner Bilanz: Das spannende Seilziehen mit Andersdenkenden hinter geschlossenen Kommissionstüren, gute persönliche Gespräche und das versöhnliche Bier mit einem SVPLer nach hitziger Debatte. Was ich aber am meisten gelernt habe ist das Verlieren. Ja, daran habe ich mich als Vertreter einer Minderheit richtiggehend gewöhnt, werde diesen Teil meines Amtes aber überhaupt nicht vermissen.

Vermissen werde ich aber ganz viele von euch allen – von rechts bis links! Ich wünsche euch allen viel Weisheit für die zukünftigen Entscheide, Wohlwollen im Umgang miteinander und Gottes Segen. Herzliche Grüsse, Patric Bhend»

Du gehörst dem Grossen Rat seit Juni 2006 an. Seit 2014 bist du Vizepräsident der GSoK. Du warst Kommissionspräsident der Initiative «Bern erneuerbar», und von 2010 bis 2014 warst du Mitglied der FiKo. Deine Interessen sind sehr breit. 30 Motionen, 10 Interpellationen – so etwa zum Sparstopp in der Pflege, bei den Schulen und Behinderten. Als Geschäftsführer des Vereins Solina, der auf Langzeitpflege spezialisiert ist, waren dir vor allem gesundheitspolitische Themen wichtig. Als Vizepräsident der GSoK konntest du diese auch entsprechend einbringen. Jahrelang hast du dich für die staatlich geschützten Notariatstarife engagiert, und ich glaube, dieser Erfolg hier im Parlament hat auch uns etwas verblüfft bzw. dass du die Mehrheit für die Aufhebung der Mindesttarife geholt hast. Ein anderes Thema, für welches du dich immer wieder mit Worten, aber auch mit Taten eingesetzt hast, ist die Vereinbarkeit von Beruf und Familie. Dabei bist du mit einem guten Beispiel vorangegangen und hast dafür gesorgt, dass der Verein Solina, der ein wichtiger Arbeitgeber ist, seinen Mitarbeitern den längsten Vaterschaftsurlaub der Schweiz gewährt. Du stehst konsequent zu deinen persönlichen Überzeugungen und lässt dich auch nicht beirren, wenn du einmal alleine mit einer Position bist – sei es in der Fraktion, sei es im Grossen Rat: Du ziehst es einfach durch. Patric, wir werden deine pragmatische Vorgehensweise und deine verschmitzte Art vermissen. Wir wünschen dir alles Gute und ich danke dir im Namen von uns allen für deine Arbeit und dein grosses Engagement. Danke, Patric! (*L'assemblée se lève pour applaudir.*)

Hommage à Roberto Bernasconi, Malleray (PS)

La présidente. Nochmals ein paar Stunden später, auch am 6. Juni, hat Roberto Bernasconi sein Rücktrittsschreiben eingereicht. «Je vous prie de bien vouloir prendre note de ma retraite du Grand

Conseil bernois pour le 31 août 2017. C'est avec un œil qui pleure, et un œil qui rit que je dois prendre cette décision. Un œil qui rit, car c'est pour des raisons professionnels que je dois quitter ce sénat, en effet, dès la prochaine rentrée scolaire. Un nouveau défi m'attend à orée des Franches-Montagnes, puisque je vais reprendre la direction de l'école primaire de Tramelan, un engagement important qui ne laissera plus de place à une activité parlementaire. Un œil qui pleure, car mon rôle de député était pour moi une façon active de participer à la politique cantonale. Un rôle que j'ai apprécié particulièrement. Cette expérience fut pour moi une des plus enrichissantes. Les échanges avec mes collègues députés et la participation aux différentes commissions seront pour moi des moments inoubliables.

Certes, je n'étais pas le champion des interventions parlementaires. Mais il était pour moi important de faire également un travail de fond au sein du parti et de la fraction. Ma candidature au gouvernement m'a également beaucoup appris. Ce furent des instants très intenses que je ne regrette aucunement, et qui m'ont également permis de pouvoir sillonner le beau canton de Berne, ainsi que de faire d'innombrables rencontres. Chère Ursula, chers et chères collègues, je souhaite que vous puissiez continuer votre rôle de députés au plus près de votre conscience, de prendre les décisions les plus justes, et de rester toujours fidèles à vous-mêmes. Bien à vous, Roberto Bernasconi.»

En octobre 2009, tu étais assermenté en tant que député au Grand Conseil. Depuis 2014 tu es membre de la Commission des finances et de la Députation. Tu as été président de la députation de 2013 à 2014, et vice-président de la commission lors de la loi sur l'école obligatoire, et de la loi sur la lotterie. Tu as déposé 8 motions et 4 postulats. Je trouve que ce n'est pas si mal, non? (*Hilarité.*) Dans l'un d'entre eux tu as proposé la retransmission en directe du Grand Conseil. C'est désormais une chose faite. Comme la plupart des députés francophones, tu comprends et tu parles très bien l'allemand. J'admire ton attitude de suivre des discussions complexes dans la langue de Goethe. J'ai également une grande estime pour ta candidature au Conseil-exécutif en 2016. Dans notre système démocratique, il faut plusieurs candidats pour organiser des vrais élections. Ta candidature a rendu l'élection possible. Les interventions au sujet des finances, mais aussi du Jura bernois étaient toujours très bien préparées et pertinentes. Tes connaissances et ton attitude charmante vont nous manquer. Nous te souhaitons plein de succès pour la suite, et je te remercie au nom de tous pour ton travail et ton engagement. Merci beaucoup, Roberto. (*L'assemblée se lève pour applaudir.*)

Hommage à des collaboratrices des Services parlementaires démissionnaires

La présidente. Ich habe es zu Beginn dieses Nachmittags gesagt, es ist der Nachmittag der Abschiede. Ich verabschiede auch noch zwei Mitarbeitende der Parlamentsdienste, die jetzt etwas nach vorne geschubst werden. Ich hoffe, das sei in Ordnung.

Hommage à Pamela Schär, collaboratrice scientifique de la CFin

La présidente. Als Erstes möchte ich Frau Pam Schär verabschieden, weil sie von den beiden, die heute Nachmittag anwesend sind, am Längsten hier gearbeitet hat. Sie hat nämlich sage und schreibe 17 Jahre für den Grossen Rat gearbeitet, das heisst, sie war da, kurz nachdem Grossrat Gfeller seine Arbeit hier aufgenommen hatte. Damals war übrigens Heinz Neuenschwander der Ratspräsident. Einige von Ihnen werden sich noch an ihn erinnern. Sie trat am 1. Mai 2000 ihre Stelle als Praktikantin im Sekretariat der Geschäftsprüfungskommission an, dann wechselte sie zur Finanzkommission. Sie hat also beide spannenden Kommissionen betreuen können. Frau Schär verlässt nun den Kanton Bern, nicht aber den Parlamentsbetrieb, denn sie wird Sekretärin der Bau- und Planungskommission – in welchem Kanton wohl? – im basellandschaftlichen Landrat. Ich wünsche viel Erfolg und viel Freude im Kanton Basel-Landschaft! (*L'assemblée se lève pour applaudir.*)

Hommage à Céline Baumgartner, secrétaire de la CIRE et de la CSoc

Als Zweites verabschieden wir uns von Frau Céline Baumgartner. Sie trat am 1. November 2010 auch als Praktikantin ihre Stelle beim Ratssekretariat an. Das war die Zeit, als Kollege Gerhard Fischer diesen Rat präsidierte. Frau Baumgartner betreute zuerst die Delegation für Aussenbeziehungen, parallel dazu war sie wissenschaftliche Mitarbeiterin der Kommission Parlamentsrechtsrevision. In der Folge betreute sie die parlamentarische Initiative FamEl – Ergänzungsleistungen für einkommensschwache Familien, und da schliesst sich der Bogen wieder mit unser soeben verabschiedeten Grossrätin Andrea Lüthi. Per 1. Juni 2014 übernahm Frau Baumgartner dann die Sekretariate der Kommissionen SAK und GSoK. Sie wird nun zur FMH nach Olten wechseln und dort im

Bereich der Tarifierung arbeiten. Auch bei ihr bedanke ich mich herzlich für die geleistete Arbeit und wünsche viel Erfolg und Genugtuung an der neuen Stelle. Herzlichen Dank! (*L'assemblée se lève pour applaudir.*)

Nun lade ich Sie ein, in die Pause zu gehen. Wie vorhin bereits erwähnt, gibt es die grosse Meringue aus Meiringen, Frutal. Ich hoffe, dies bereite Freude. Vorher gibt es noch etwas Salziges. Ich würde mich sehr freuen, wenn wir um 17.10 Uhr hier weiterfahren könnten. Ich habe immer noch die grosse Hoffnung, dass wir es heute schaffen, weil einige bereit sind, ihre Motionen erst im September behandeln zu lassen. Seien Sie doch pünktlich zurück, versuchen wir, ob wir es schaffen. «E Guete!»

Les délibérations sont interrompues à ce stade.

La séance est levée à 16 heures 42.

Les rédactrices:

Eva Schmid (d)

Catherine Graf Lutz (f)

Sara Ferraro (f)